La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1022 -juin 2002 - SOMMAIRE :

• ÉDITORIAL

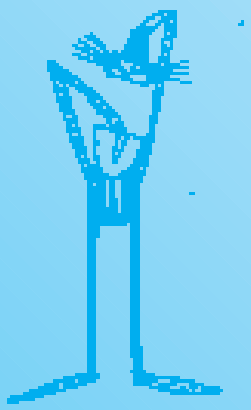
page 2 **L'espoir émerge de grandes désespérances.** M-L Duboin

Après avoir fait le tour des propositions présentées aux législatives, on ne peut que comprendre le grand désespoir manifesté par les Français. Raison de plus pour participer, la tête froide, à des groupes de réflexion d'initiative citoyenne.

• ACTUALITÉ

page 5 **Attention, danger !** Jean-Pierre Mon.

Analyse des propositions de l'Union pour la majorité présidentielle, et ce qu'il faut attendre d'une droite qui aurait les pleins pouvoirs. Rappels sur les principes du fonctionnement économique actuel et ceux que nous proposons.



page 8 **Lettre ouverte à J. Chirac.** Paul Vila.

Dans une véritable démocratie, il est insensé d'avoir privatisé le crédit national. Rendre à l'État la maîtrise du crédit est la première des réformes à entreprendre.

page 9 **Bricolages.** Roland Poquet.

L'inventaire de toutes les rustines imaginées pour réparer quelques uns des méfaits du libéralisme prouve qu'il faudrait plutôt réfléchir au modèle distributif.

page 11 **Le gâchis.** Gérard-Henri Brissé.

D'un côté un catalogue de revendications catégorielles, de l'autre des promesses insensées, toutes ces briques ne constituent pas une maison. Le réveil, après les élections, risque d'être douloureux.

page 12 **Premier mai détourné.** Jean Le Rigolleur.

Pourquoi a-t-on oublié, ce 1er mai, les revendications concernant le travail ?

• TÉMOIGNAGES, ACTIONS ET DÉBATS CITOYENS

page 13 **Médecin avant d'être Français.** Georges Federmann.

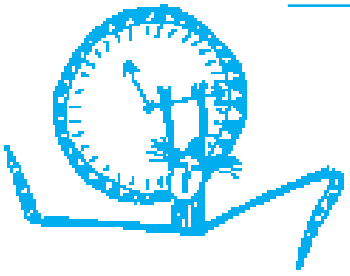
Témoignage d'un psychiâtre qui vient en aide à ceux qui ont besoin de lui, avant de chercher à savoir ce qu'il risque s'ils n'ont pas de carte de séjour.

page 14 **Formation et déformation du travail.**

Exemple d'un journal local (Valence) écrit par "les gens d'en bas".

page 15 **Courrier des lecteurs.**

• UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS PROPOSITIONS FIGURAIT, EN QUATRE PAGES, DANS NOTRE N° 993.



L'espoir émerge de grandes désespérances

par Marie-Louise Dubois

En refusant de regarder plus loin que l'immédiat, surtout en ces temps de campagne électorale, on risque fort de juger sur des apparences, de ne voir dans l'actualité qu'une série de faits sans cohérence parce qu'ils sont les effets d'une cause qu'on veut ignorer, et finalement d'opter pour des remèdes qui n'en seront pas, par exemple changer les hommes sans faire évoluer les idées.

On constate un malaise général. Le thème de l'insécurité a dominé la campagne des présidentielles, au point de pousser les habitants de tel village paisible, sans chômage ni violences, à voter par *«peur de ce qu'ils avaient vu à la télé»*. Cette façon de voter sur une impulsion de peur, de désespoir, sans penser au sens de ce vote ni à ses conséquences possibles, se traduit, et c'est logique, par la montée du vote populiste[1]. Ce mot qualifie en effet les partis (en France, le FN et le MNR, et il y en dans la plupart des autres pays) qui misent sur l'immaturité de leurs électeurs pour accéder au pouvoir : ils choisissent une cible qu'il est facile de rendre impopulaire à ceux qui réfléchissent peu, par exemple les impôts (comme en Scandinavie), ou bien les étrangers (comme aux Pays-Bas ou en France) et ils désignent cette cible comme l'origine de tout le Mal, d'où leur discours simpliste : *«donnez-nous le pouvoir pour les supprimer et tout sera résolu»*. C'est absurde, mais, dans les pays où le suffrage universel est institué, ça marche tant qu'il reste des électeurs qui n'ont pas acquis, à force de réflexion, un certain niveau d'autonomie de jugement, un certain esprit critique. Ces partis séduisent un électorat qui ne pense qu'à ses problèmes locaux et immédiats, et qui, parce qu'il ne regarde ni ailleurs, ni dans l'histoire, est facile à convaincre par des slogans sans nuance. Bref, ces partis sont populaires parce qu'ils s'appuient sur la masse de ceux qui n'ont pas acquis la *maturité citoyenne* (plus conscience de ce qu'est un vote et une vue plus large des problèmes de société). C'est aussi parce qu'ils misent sur cette popularité que ces partis ont intérêt au scrutin à la proportionnelle et aux référendums.

Quand on a compris qu'un choix politique est autre chose que la désignation d'un bouc émissaire, il s'agit d'opter pour un véritable projet de société.

Or notre époque place ce choix dans un contexte de plus en plus dramatique. Qu'on en ait pris conscience, ou pas, nous vivons un tournant dans l'histoire du monde parce que, depuis environ un demi-siècle, il n'est plus possible à la grande majorité des humains de vivre de leur production. Alors qu'il est certain que l'humanité dispose des moyens de nourrir une population un peu supérieure à ce qu'elle est actuellement, qu'elle sait traiter (et même prévenir) de mieux en mieux un grand nombre de maladies, qu'elle a su prendre conscience de risques majeurs pour l'environnement et qu'elle a même une idée assez précise des mesures nécessaires pour les prévenir, malgré tous ces facteurs positifs, on voit bien que la misère fait des ravages, que reparaissent des endémies qu'on croyait éradiquées et que la dégradation de l'environnement n'a jamais été aussi manifeste. Devant ce constat que l'humanité a fait fausse route naît un profond sentiment d'angoisse.

Mais comme l'idée de devoir changer ses façons de penser et d'agir fait encore plus peur, sans doute parce qu'elle rendrait le citoyen plus responsable, la question n'est posée par aucun parti de définir quel changement pourrait être bénéfique. Et la fuite en avant continue. Où nous mène-t-elle ?…

Alors qu'il s'agit d'un problème de société, d'adaptation de nos modes de vie aux possibilités et aux impératifs de tous ordres (non seulement scientifique et technique, mais aussi éthique et culturel), donc qui dépassent de loin le domaine de la politique et l'horizon français, on exige de nos politiciens qu'ils nous proposent des solutions bien ficelées, entre lesquelles nous n'aurions qu'à choisir. Après quoi ce serait aux élus de tout régler !! Quelle attitude irréaliste !

Mais voyons ce que proposent les candidats. Mis à part les populistes puisqu'ils n'ont pas d'autre programme que prendre le pouvoir (au cri de "sortons les sortants, tous pourris"), deux grandes options s'affrontent, qui, théoriquement, se présentent comme le libéralisme et le socialisme.

1. Le libéralisme

La première est proposée par les conservateurs, puisque le libéralisme mène le monde capitaliste depuis des décennies. Elle repose sur l'affirmation que le marché, libre de toute contrainte (même celles qui viendraient de l'État), est la panacée : il permet aux entreprises une croissance illimitée dont les bienfaits retombent, soi disant, forcément sur tout le monde. La preuve que c'est faux est évidente, puisque cette politique a entraîné, au contraire, la croissance

1. Lire à ce sujet l'étude du politologue Guy Hermet, intitulée *Populismes dans le monde*, publiée en 2001 chez Fayard.

des inégalités. D'ailleurs, même les tenants de cette idéologie le reconnaissent implicitement, puisqu'ils demandent pour leurs entreprises d'énormes subventions[2] aux États !
Dans le contexte actuel d'une économie capitaliste qui a concentré entre quelques grosses entreprises la production des biens de première nécessité et ne cherche plus désormais qu'à tirer profit de tout ce qui n'est pas l'essentiel, tous ceux qui ne vivent pas des revenus de leur propre capital doivent d'abord trouver un employeur qui a besoin d'eux, puis accepter avec souplesse de servir ses intérêts. À cette organisation économique, l'idéologie libérale impose pour mot d'ordre : *«Chacun pour soi, et que le meilleur gagne !»* (en langage moderne, c'est même *«Malheur au looser !»).* C'est donc le développement systématique de l'individualisme : chacun doit se débrouiller, apprendre à se défendre contre tous les autres dans un climat permanent de rivalités, sans répit ni merci.
Dans les entreprises cela se traduit concrètement par ce que veut le Medef en fait de "refondation sociale" : pas de conventions collectives, pas de syndicats, chacun doit négocier pour lui-même, s'il sait s'y prendre, son propre salaire en vantant son propre mérite, pas de fonds de répartition pour les retraites, chacun confie son épargne, s'il en a, à un fonds de placements, et puis n'a plus qu'à espérer que ce dernier, après l'avoir fait fructifier en prenant sa commission, lui constituera une retraite. Et si entre temps l'entreprise ferme (et on a vu qu'elle peut être fermée même quand elle marche bien) les employés n'ont qu'à aller voir ailleurs si on a besoin d'eux.
Dans les services publics, cette idéologie est à l'origine de l'Accord général sur le commerce des services[3] (AGCS) qui est en voie d'application et se traduit par la fin de l'accès égal pour tous à l'éducation et à la santé, par la privatisation de tous les services publics, courrier, transports, électricité, gaz etc, ce qui permettra de ne développer correctement que les seuls services rentables. On en voit déjà certains effets : par exemple de plus en plus les cliniques jugées rentables sont cotées en Bourse[4] alors que les hôpitaux publics demandent des moyens, la Poste a choisi de diffuser de la publicité plutôt que de maintenir de nombreux bureaux de poste ruraux, les TGV se développent et les dessertes locales sont abandonnées, etc. Quant à la recherche scientifique, elle est de moins en moins financée par les fonds publics, et les conséquences sont manifestes dans le cas de la recherche médicale : financée par les laboratoires pharmaceutiques, elle est orientée vers le profit de leurs actionnaires. Peut-être verra-t-on bientôt aussi en France ce qui se fait déjà aux États-Unis : après des milices chargées de garder en permanence des villes où les pauvres n'ont pas accès, des prisons privées où les prisonniers sont les esclaves des propriétaires de la prison.

Le programme présenté par J.Chirac aux présidentielles était fondé sur cette option libérale, il a reçu moins de 20 % d'approbations. Son gouvernement entend pourtant l'appliquer comme s'il avait été plébiscité, il est proposé aux législatives par les partis de droite, dont certains candidats passeront sans doute un accord avec l'extrême-droite au second tour. Jean-Pierre Mon analyse ci-dessous ce qu'on peut attendre d'un gouvernement qui serait soutenu à l'Assemblée nationale par une majorité élue sur ces bases.

2. Le socialisme

La seconde option, le socialisme, est à l'opposé de cette idéologie puisqu'elle repose sur la solidarité. C'est grâce à de nombreuses luttes menées dans cette optique par des mouvements progressistes qu'est né, pas à pas, l'État-Providence, dans lequel la loi attribue à l'État le soin d'assurer un maximum de services publics de qualité égale pour tous (quels que soient leurs moyens et leur lieu de résidence), de veiller à l'égalité des chances en assurant un enseignement de qualité, laïque, public et obligatoire pour tous les enfants jusqu'à 16 ans, (quels que soient leur milieu et leur origine), de promouvoir une recherche scientifique fondamentale et désintéressée, ses résultats étant rendus publics, et, par des lois sociales sans cesse améliorées, d'organiser la solidarité par les lois du travail, la protection sociale, la retraite par répartition et toutes les mesures de redistribution, d'allocations destinées à satisfaire un maximum de besoins élémentaires et de protection civile, ces aides de première nécessité étant financées par l'impôt.
La régression de cette organisation de la solidarité est flagrante dans tous les pays dits développés, depuis qu'au début des années 80 l'idéologie libérale, son opposé, a réussi à imposer au monde les déréglementations financières, boursières et commerciales, déclenchant la dictature des marchés pour mieux déployer les seules activités jugées rentables pour les plus grosses entreprises capitalistes, et qui elles, par nature, ne font preuve d'aucune solidarité, au contraire.
Dans un tel contexte hostile, l'idée de socialisme rencontre un autre obstacle : l'échec d'une expérience qui dura 70 ans, et qui avait prétendu mettre en application ces idées généreuses avant de se transformer en dictature d'un parti politique qui les a profondément trahies pour se maintenir au pouvoir par des méthodes criminelles. Les tenants du "chacun pour soi" prennent cette expérience à témoin pour dire que puisqu'elle a échoué, c'est la preuve qu'aucune autre ne pourrait réussir. Comme si le premier alpiniste qui tenta d'escalader l'Everest avait affirmé : *«puisque j'ai raté, personne d'autre n'y parviendra».* C'est oublier aussi toutes les innombrables autres dictatures de l'Histoire.

■ ■ ■

2. Elles auraient reçu la bagatelle de 370 milliards en France, l'an dernier.

3. Voir GR N°1011, de juin 2001.

4. On lira ci-dessous le témoignage d'un médecin, Georges Federmann, qui ne voit pas la médecine sous le même angle que ses collègues actionnaires de ces cliniques cotées en Bourse.

▪ ▪ ▪ Ayant ces deux énormes difficultés à surmonter, on comprend quel courage il faut à des partis politiques pour oser parler de socialisme, et même pour l'afficher ! Il ne faut donc pas s'étonner si ces partis, qui ont su parfois faire des efforts pour assumer ensemble de grandes responsabilités, ont si souvent trahi leurs électeurs. La France est même l'un des derniers pays européens a avoir maintenu le flambeau de l'engagement social face au rouleau compresseur de l'idéologie libérale tant celle-ci dispose de moyens pour faire pression sur des élus. C'est sans doute les Travaillistes anglais qui avaient cédé les premiers, avec A. Blair.
Il n'empêche que ces trahisons sont à l'origine de la perte de confiance qui vient de faire des ravages dans ce qu'on a appelé naguère en France le peuple de gauche : jusqu'à renoncer à toute réflexion en votant populiste !

*

Ce bilan des désespérances sonne-t-il le glas pour ces trois quarts de la population mondiale que le libéralisme prive de ses droits au partage des richesses de notre planète et à l'héritage d'un fabuleux patrimoine de connaissances accumulé par les travaux des générations précédentes ?
Avant de renoncer à tout espoir, il ne faut pas oublier les partis contestataires qui ne cessent de dénoncer les méfaits de l'idéologie libérale, en se focalisant soit sur ses atteintes à l'environnement, ce sont les partis écologistes, soit sur ses injustices sociales, ce sont les partis classés à l'extrême gauche.
Parmi les premiers, l'un d'eux s'est engagé dans le précédent gouvernement, dit de gauche, ce qui lui a donné l'occasion d'introduire quelques mesures ou réflexions saines, mais son influence était trop modeste. Je pense en particulier aux chantiers ouverts par le secrétariat d'État à l'économie solidaire et à l'imbécillité que ce serait d'enterrer, entre autres, le rapport sur les nouveaux facteurs de richesse, qu'a impulsé avec tant d'intelligence Patrick Viveret. Mais ce travail de réflexion paraît malheureusement une exception, tant il semble que les écologistes, dans leur grande majorité, refusent de voir le lien entre la destruction de l'environnement, qu'ils dénoncent, et le système capitaliste qui entraîne cette destruction, mais qu'ils n'osent pas dénoncer.
Les seconds, présentés avec répugnance par la plupart des médias, qui, en les classant comme extrêmistes incitent à les confondre avec leurs opposés, viennent pourtant d'obtenir une certaine audience, ce qui s'explique par le fait qu'ils apparaissent comme les seuls qui restent porteurs d'un espoir d'évolution vers un plus de solidarité. Avec, chez certains, un discours à propos des "travailleurs-travailleuses" qui ne paraît pas avoir évolué depuis plus d'un siècle, ils se contentent de dénoncer les méfaits du capital-libéralisme. Parviendront-ils à s'entendre sur une véritable alternative, sur un projet constructif et réaliste ?

*

Que peuvent attendre de ces élections tous ceux qui continuent à préférer la solidarité à l'individualisme libéral ? Tous ceux qui ne rejettent pas les malheurs de notre monde sur la présence d'immigrés, mais ont conscience que les émigrés préféreraient pouvoir vivre dignement dans leur pays sans avoir à renoncer à leur culture ? Tous ceux qui ont conscience que le monde et ses richesses permettent aujourd'hui d'éradiquer la misère et qu'il est intolérable que ce patrimoine commun soit accaparé par une infime minorité, même s'ils en font partie ? Tous ceux qui ne croient pas que la répression viendra à bout des violences suscitées par l'insécurité sociale et les injustices que développe le capitalisme néolibéral ? Ceux enfin qui n'ont élu Chirac que pour défendre les vertus républicaines, et surtout pas pour le voir en profiter en s'attribuant les pleins pouvoirs, en agitant l'épouvantail d'une cohabitation. Celle-ci est prévue dans la constitution et pourrait agir utilement comme un contre-pouvoir nécessaire, elle est viable tant que le Président se contente d'être le garant des institutions républicaines, au lieu de préparer sa propre réélection.
— La réponse est très limitée : ou bien faire à nouveau confiance à la gauche actuelle en rêvant qu'elle va revenir, malgré les pressions, sur les concessions qu'elle a faites au libéralisme et que ses élus vont enfin oser affirmer leurs valeurs, même au sein de l'Europe, même en période de récession… sinon[5], se mobiliser, indépendamment des actuels partis politiques, entre citoyens, pour faire évoluer notre société, en ayant conscience de l'impérieuse nécessité de construire ensemble, sérieusement, une alternative à ce libéralisme criminogène et insensé.

Bien évidemment c'est à cette tâche que, depuis tant d'années, notre journal a choisi de contribuer, en sachant qu'elle serait de longue haleine, tant l'effort de réflexion doit être général et profond. Mais après Porto Alegre, après le sursaut républicain des jeunes devant les résultats du 21 avril dernier en France, et en voyant tant d'initiatives qui naissent un peu partout[6], et pas seulement sur internet[7], on peut garder l'espoir.
Et cela malgré tous les efforts qui seront tentés, par tous les moyens, pour discréditer cette réflexion, ou la mêler à des violences, on sait que M.Sarkosy a préparé ses flash-balls : les GIR[8] sont déjà sur le pied de guerre.
Il va falloir garder la tête froide et encore tenir bon…

5. mais l'un peut ne pas empêcher l'autre.

6. Signalons à ce propos la revue *Multitudes* et l'éthique "hackers" qui, d'après *Le Monde* du 3 mai, seraient en train de bouleverser le capitalisme. Leurs analyses seraient très proches des nôtres, puisqu'ils présenteraient le revenu garanti comme réponse à la mutation du salariat.

7. À titre d'exemple, voir ci-dessous, page 14 l'information que nous avons reçue d'un lecteur de la Drôme.

8. GIR = Groupes d'intervention régionale. Le nouveau gouvernement vient de les organiser sous prétexte de réprimer ***certaines*** délinquances.

Attention danger !

par Jean-Pierre Mon

Après le choc du premier tour des présidentielles qui ont vu l'arrivée en seconde position de Le Pen avec 16,95 % des voix, tous les partis républicains ont claironné haut et fort avoir compris le message des électeurs : il fallait les écouter, gouverner autrement, pas d'en haut mais localement, parler un langage compréhensible par tous, penser aux plus démunis,… Mais pour mettre en œuvre un tel changement, il fallait avant tout faire barrage au Front national. À l'issue de deux semaines de manifestations qui mirent dans la rue des millions de personnes (surtout des jeunes), la gauche et la droite votèrent massivement pour Chirac qui rassembla plus de 82% des suffrages. Un véritable plébiscite donc pour la République mais que la droite (qui n'avait pas appelé à manifester, bien au contraire) détourna tout de suite à son profit, le transformant en une approbation du programme politique proposé par Chirac.

Le retour des godillots

La droite s'est réjouie : la France allait redevenir la France, elle n'aurait jamais dû être gouvernée par la gauche, ce fut une aberration… Et sitôt passée la soirée de festivité du 5 mai, l'équipe Chirac-Juppé entreprit de constituer le nouveau gouvernement : un pantin patelin, Raffarin (Démocratie libérale) comme Premier ministre, et quelques personnalités de la société civile, comme on dit, pour leurrer la France profonde. En coulisse, les grands caciques du RPR, chacun avec son ambition, tirent les ficelles. Beaucoup d'annonces fracassantes mais peu d'action. Comment pourrait-il en être autrement alors que ce gouvernement n'est que provisoire dans l'attente du résultat des élections législatives ? Pour mener à bien son programme (ou en prendre le contre-pied, comme il l'a fait par le passé), Chirac a besoin de gagner ces législatives. Et après le plébiscite, il propose à la droite le parti unique, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). Ainsi, à ce jour, Chirac est à la fois le Chef de l'État en titre, le véritable chef du gouvernement et le chef de l'UMP. Bel exemple de cumul ! Un des arguments avancés par l'UMP pour gagner ces élections est que les Français ne veulent plus de la cohabitation, car la cohabitation, c'est l'impuissance. En fait, il n'en est rien, les constitutionnalistes montrent que c'est même un retour aux sources de la Cinquième république. C'est la compétition Chirac - Jospin, parce qu'ils étaient tous deux candidats à la Présidence, qui a perturbé le bon fonctionnement des institutions. Il faut se rappeler que lorsque la droite se partageait le pouvoir entre 1974 et 1981, la compétition entre le Président de la république, Giscard, et le Premier ministre, Chirac, avait conduit ce dernier à démissionner. Ne nous laissons donc pas berner par le faux argument de la cohabitation.

Il serait tout à fait imprudent de la part des Français, qu'après avoir rejeté Le Pen, ils accordent à un seul homme, Chirac, dont on connaît la versatilité, un pouvoir quasi absolu : Assemblée nationale, Sénat, Conseil constitutionnel, présidence des Régions (aux mains des godillots de l'UMP), nomination discrétionnaire des hauts fonctionnaires : préfets, recteurs, …

Un programme trompeur

Si toutefois le programme économique de Chirac pouvait laisser entrevoir une amélioration du sort des plus défavorisés, des laissés pour compte de la prospérité (la France est un pays riche, ne l'oublions pas !), on pourrait à la rigueur être tenté de lui donner la majorité qu'il souhaite. Mais il n'en est rien. Il s'agit pour Chirac et ses amis de satisfaire avant tout leurs "clients" : Medef, multinationales (traitement des eaux), grosse paysannerie, patrons de PME.

Que propose-t-il ?

Principalement : une baisse des impôts de 30% en cinq ans (5% dès cette année); la diminution des charges sur les salaires pour rendre la France plus compétitive et créer ainsi plus d'emplois; la "révision" des 35 heures; l'éradication de l'insécurité; l'impunité zéro pour les délinquants; la résolution du problème des retraites.

Ce dont il ne parle pas, c'est la libéralisation à outrance de toute l'économie dans le cadre de l'AGCS[1], et notamment les privatisations des services publics (EDF, nucléaire, Air France) qui seront à l'ordre du jour,… après les élections si la droite l'emporte.

La réalité

• La baisse des impôts ne profitera qu'à ceux qui disposent de revenus élevés. Elle ne concerne ni les chômeurs ni les salariés précaires qui, pour la plupart, ne sont pas assujettis à ▪ ▪ ▪

1. AGCS = Accord général sur le commerce des services, voir GR N°1011, de juin 2001.

■ ■ ■ l'impôt sur le revenu (ce sont pourtant eux qui ont voté massivement pour l'extrême droite au premier tour des élections). C'est une mesure purement électoraliste à courte vue, du clientélisme.

• La diminution des charges sur les salaires, qui est souvent mise en avant comme un outil de création d'emplois, est en réalité un facteur de gel et souvent de baisse des salaires. En effet, mises en place vers la fin des années 1980, les réductions de charges ont poussé au développement des emplois à temps partiel et à la flexibilité du marché du travail. Puis la baisse des charges patronales initiée en 1993 par le gouvernement Balladur, et poursuivie par la gauche, a eu pour effet d'augmenter le nombre des emplois de faible niveau de qualification où se concentrent les plus bas salaires. Qui plus est, les employeurs ont intérêt à ne pas augmenter les salaires de ces employés pour ne pas dépasser le seuil de déclenchement des allégements de charges. Enfin, la "prime pour l'emploi" a encouragé les employeurs à ne pas augmenter la rémunération des employés concernés. En définitive, les mesures d'allégement des charges ont fait que le nombre des bas salaires est passé de 32 à 40% des emplois depuis 1993.

Autant dire que cette "mesure phare" du programme de Chirac n'est… qu'un miroir aux alouettes.

Ajoutons que le patronat et la droite continuent à dénoncer *«le coût exorbitant de la main d'œuvre française»* alors que les statistiques européennes prouvent que ces coûts en moyenne sont moins élevés en France qu'en Allemagne, en Belgique et en Suède.

• Les 35 heures : mal appliquées, parce que les patrons (et l'État tout particulièrement) n'ont pas joué le jeu en créant les emplois nécessaires pour compenser la baisse de la durée du travail, malgré les nombreux avantages financiers qui leur ont été concédés. Si les ouvriers ont vu leur temps de travail diminuer, ils ont surtout vu leur salaire stagner et leur "flexibilité" augmenter. Notons que la levée des restrictions sur les heures supplémentaires pour permettre, selon le slogan de la droite, à *«ceux qui veulent travailler plus de gagner plus»*, ne peut avoir d'impact que si elle s'accompagne d'une forte croissance[2]. En fait, comme ce sont principalement les cadres qui profitent de la réduction du temps de travail grâce à des congés supplémentaires, il est peu probable que la droite remette en cause les 35 heures.

•L'insécurité : oui, bien sûr, elle existe mais ce n'est pas uniquement celle qui sévit dans certaines cités ou dans certaines zones urbaines, qui constitue le "fonds de commerce" de la droite "lepénisée" et qui a fait l'objet d'une "promotion" éhontée à la télévision avant le premier tour des présidentielles. (C'est un procédé couramment utilisé aux États-Unis *«où les médias amplifient, sinon fabriquent, les réactions de peurs liées à une insécurité à la fois gonflée et en partie engendrée par sa mise en spectacle systématique avec les conséquences politiques, en Amérique comme en Europe, dont on ne finit pas d'observer les effets»*[3]). Mais il y a surtout l'autre insécurité, celle dont on parle beaucoup moins : l'insécurité économique et sociale avec les emplois précaires, les bas salaires, les horaires bouleversés par la flexibilité, l'impossibilité de se projeter dans l'avenir[4], le stress, la menace du chômage qui touche directement ou indirectement des millions de Français … Qui plus est, *«la montée des incertitudes n'est pas réservée à une fraction particulière du salariat et les frontières entre les emplois les plus et les moins exposés sont loin d'être étanches*[5]*»*. L'externalisation, la sous-traitance provoquent l'éclatement des communautés de travail qui se traduit par une *«forte angoisse des salariés à devoir faire face tout seuls aux changement continuels que leur imposent les entreprises*[6]*»*. Et ces types d'insécurité sur lesquelles la droite reste très discrète, ne pourront qu'être aggravés par les mesures "libérales" du programme Chirac.

• L'impunité zéro : le zéro n'est qu'un effet d'annonce. Bien sûr, il faut punir justement les délinquants mais pas seulement ceux qui volent un auto-radio : il faut aussi exiger "l'impunité zéro" pour les délits financiers des grands groupes, pour le blanchiment d'argent sale par les banques, pour les maffieux divers, pour les détournements de fonds faits par les chefs d'entreprise au détriment de leurs salariés, pour les pollueurs, pour les clients des paradis fiscaux, pour les violations du code de la route,…

• Les retraites. Il n'y a pas de problème de financement des retraites. Il n'y a que la volonté d'offrir un très gros marché aux banques et aux assurances (dont, on ne le dira jamais assez, M. Denis Kessler, par ailleurs vice-président du Medef, préside l'association). Nous avons déjà à plusieurs reprises[7,8] décortiqué le problème des retraites et montré qu'il s'agit d'un choix politique, d'un enjeu de société : c'est le choix entre la logique de solidarité qui défend la retraite par répartition et la logique individualiste qui défend le chacun pour soi de la capitalisation. Cette dernière est la forme dite "moderne" de la loi de la jungle, celle du plus fort, le capital financier. Elle tend à la financiarisation de l'économie dans laquelle les impôts (donc les services publics) et les salaires sont réduits et deviennent des "charges" qualifiées d'intolérables : l'employé(e) est écrasé(e) au profit du capital. On peut représenter cette économie par le schéma suivant :

2. *Le Monde-Économie*, 14 mai 2002.

3. *Le Monde*, 19-20 mai 2002.

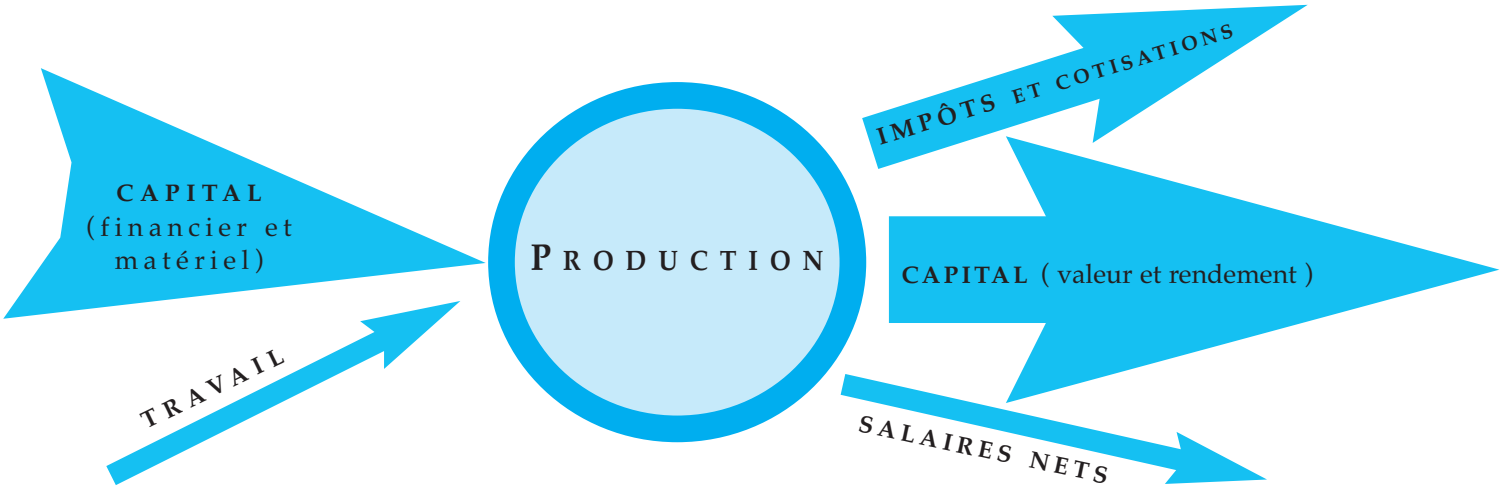
4. L'exemple de Danone montre qu'un salarié, même à contrat à durée indéterminée ne se sent plus à l'abri aujourd'hui, puisque des employés qui avaient parfois plus de vingt ans d'ancienneté ont été licenciés.

5. Eric Maurin, *L'égalité des possibles*, Seuil, coll. *"La république des idées"*, 2002.

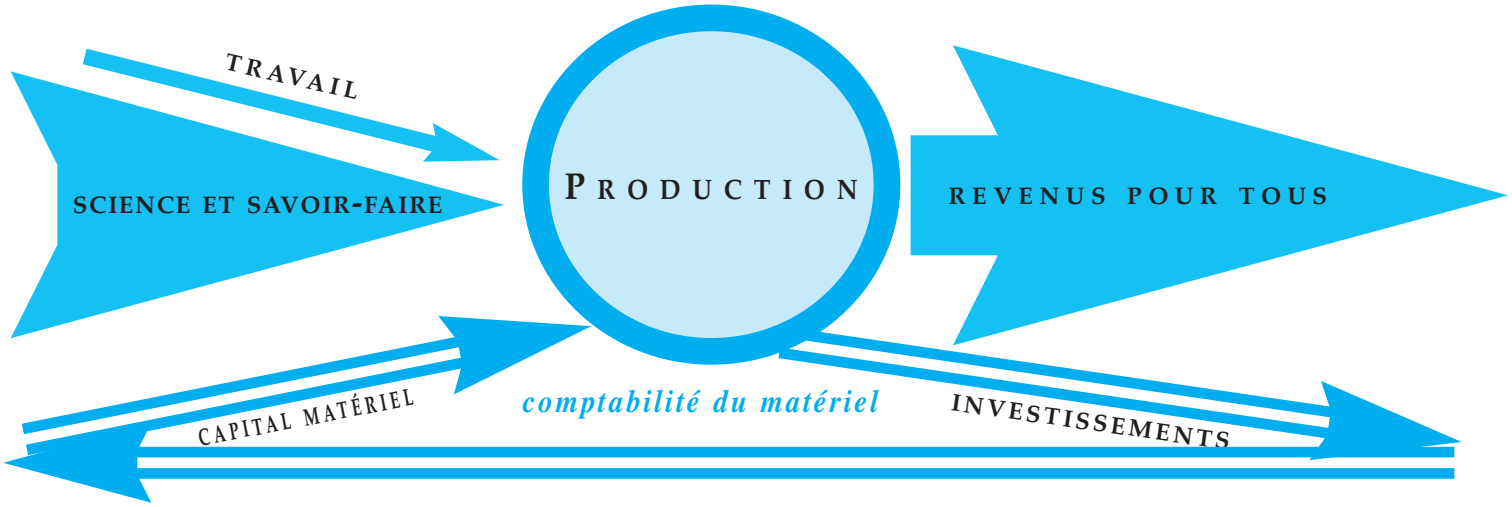
6. Claude-Emmanuel Triomphe, Université européenne du travail.

7. *La Grande Relève*, n° 989, juin 1999.

8. *La Grande Relève*, n°1017, janvier 2002.



Pour que les progrès techniques entraînent un véritable progrès humain, il faut, au contraire, pousser plus avant la logique de solidarité et organiser la répartition non pas seulement des retraites mais aussi celle des revenus, c'est à dire répartir équitablement (sans impôts ni cotisations) les richesses produites. C'est ce que nous proposons et qui peut-être schématisé ainsi :



Enfin on ne confond plus dans une même comptabilité les hommes et le matériel ! Il n'y a plus de chômage, mais du temps libéré tout au long de la vie pour participer aux prises de décision essentielles, et au développement de l'éducation, de la culture, de la recherche et des loisirs. C'est dans cette perspective qu'on peut voter pour l'avenir.

En attendant que l'idée d'une monnaie non capitalisable fasse son chemin dans les esprits, une monnaie parallèle émise par l'État pour secourir les exclus du progrès pourrait servir de transition. Voici comment un lecteur la décrit :

En ce monde moderne dans lequel il est montré tant d'imagination pour produire en abondance les biens de consommation, en s'ingéniant à éliminer le plus possible de main d'œuvre pour rester compétitif et concurrentiel, on ne se préoccupe pas de ce que devient l'être humain privé de son revenu, devenu chômeur inutile, exclu de la société, quelques-uns risquant de devenir délinquants. L'Etat se trouve dans la situation paradoxale de ne pouvoir résoudre la misère dans une nation riche : il essaie de faire face à la situation en attribuant des allocations de chômage, mais ne créant pas la monnaie, il doit prélever sous forme d'impôts ce dont il a besoin pour indemniser les chômeurs et assurer toutes les charges et aides qui lui sont demandées.

Maintenant que nous avons la chance d'avoir une monnaie européenne, l'euro, pourquoi l'Etat ne pourrait-il pas créer une monnaie intérieure de service, non capitalisable, non bancaire, s'annulant au premier achat, attribuée chaque mois (ou trimestre) et devant être utilisée dans un délai d'un an avant d'être annulée, en contrepartie d'un service civil assuré par le bénéficiaire qui ainsi ne serait plus assisté. Le commerçant recevant cette monnaie à l'achat d'un produit, s'en servirait pour payer ses impôts et charges diverses, la monnaie retournerait donc dans les caisses de l'Etat, lequel ne s'endetterait pas d'un centime (d'un centième!) en aidant, sans conflit, le commerce, notamment l'artisanat et le commerce de proximité. Après avoir "rôdé" ce système et y avoir réfléchi, peut-être l'application de cette idée pourrait-elle s'étendre à d'autres domaines ? Je pense en particulier au remboursement d'une partie des soins médicaux, et, éventuellement aux retraites.

Qui, aujourd'hui, au-delà de toutes idéologies politiques, se sent intéressé à réfléchir dans un esprit de communauté humaine à cette idée, même si à première lecture elle paraît "farfelue" ?

R.R.

La lettre qui suit était destinée au comité de campagne de J.Chirac et à l'ancien Président. Elle nous est parvenue trop tard, mais son intérêt demeure puisque le plus grand souci du nouveau gouvernement est de préparer les Législatives.

Bons citoyens et candidat intègre,

De quelques années aîné de l'actuel Président, et assez heureux de n'avoir tué personne pour libérer la France en 1944, je souffre depuis 1966 au spectacle politicien, et très médiatisé, de l'émule de VGE, son instructeur es économie (et es camouflage de pouvoir bancaire familial).

Merci pour le programme présidentiel, incantatoire, bien écrit, bien vendeur. Mais on vous attend aux troisième et quatrième tours ! L'ignorance constante (voire même la répugnance) gaullienne des réalités marchandes vous a servi au fil des décennies. Mais vous voici au pied du mur, celui des fédérés… par la misère mentale, citoyenne, et surtout sociale. Votre Premier ministre va devoir tenir, et convaincre.

Mais la pièce maîtresse de votre gouvernement, c'est le Ministre de l'économie et des finances[1], parce qu'il va devoir ***tout*** réformer.

Car s'il est une chose que, dans une démocratie véritable, on ne doit pas privatiser, ***c'est le crédit national***. Il est national par définition, par essence. Les Français vont finir par comprendre ce que disent depuis une quinzaine d'années quelques économistes sérieux, tels que S-C Kolm, J-P Fitoussi et jusqu'à J.Stiglitz[2], et que René Passet a bien résumé dans ***L'illusion néolibérale***[3]. Les exemples de l'Angleterre (avec ses classes de la fortune) et des États-Unis (avec l'aveuglement de leurs affairistes) sont sur ce point révélateurs : nous aurions évité l'impasse actuelle si les partis français avaient osé discuter ce problème avant Maastricht et négocié l'institution de la Banque centrale européeenne afin qu'elle soit acceptable. Au lieu d'en faire ce petit cabinet noir, façon Banque suisse, pour cette Europe, maintenant giscardienne.

J'espère que les européens qui sont encore hors de l'euro vont modérer leur enthousiasme pour cette construction tête-en-bas et qui menace de s'écraser sous le poids des misères sociales. Car le seul moyen de contôler le crédit va être, pour chaque pays d'Europe, de règler maintenant le problème financier. Déléguer cette mission à quelques banquiers, planqués à Francfort, c'est votre dernière soumission, inqualifiable, à la puissance incontrôlable qu'est la secte du profit prédateur.

Alors, assez de discours, il faut réformer vraiment nos sociétés européennes, ce que ni Mitterrand ni vous-même n'avez seulement ébauché. On peut s'arranger de privatisations, un peu partout techniques, mais il y a un seul sanctuaire inviolable, dans chaque nation, pays, état, c'est son crédit national. Et il est confié aux banques ! Comment voulez-vous que les prévisionnistes-cambistes de Francfort puissent jouer l'articulation nécessaire entre les banques nationales européennes ?

La reprise en main par le gouvernement du crédit national aurait une première conséquence : elle ferait que vos promesses de solidarité sociale deviendraient enfin réalisables. Moyennant la stagnation des revenus pour les gens qui gagnent plus de, disons par exemple, 2.000 euros par mois, et quelques "sacrifices" pour ceux qui encaissent plus de 5.000 euros mensuels…

Alors, de grâce, essayez de moins bavarder sur la "nécessaire croissance" : celle-ci recouvre systématiquement l'enrichissement commercial et ne vise ni la vraie solidarité, ni la coopération (le bilan post-colonial est pourri depuis Pompidou et il a été bien mal relevé dans le dernier septennat !).

Je vote pour vous, forcément, en ce second tour des Présidentielles, mais en détestant ces petits incapables qui nous menacent et dont vous avez trop fait partie dans le passé.

Votre involontaire électeur,

Paul Vila.

NDLR :

1. Notons ici le choix de Chirac et Juppé comme Ministre de l'économie et des finances : présenté comme issu de la société civile, pour montrer que le nouveau gouvernement est proche des électeurs, cette pièce maîtresse du gouvernement était le PDG du , groupe sidérurgique Usinor, dont on se souvient des licenciements massifs qu'il effectua.

2. Joseph E. Stiglitz, ancien vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale, professeur d'économie à l'université de Columbia et Prix (Nobel) d'économie en 2001, vient de publier en avril 2002 *La Grande Désillusion*, chez Fayard.

3. Ce livre de René Passet a été analysé pour nos lecteurs par Roland Poquet : Voir *GR N° 1001*, juillet 2000 *N'ayons pas d'illusion*, pages 7-8

Bricolages

Mon père
Un fameux bricoleur
Fabrique en amateur
Des bombes atomiques ...
Boris VIAN.

par Roland Poquet

Après avoir exercé différents métiers, mon père s'était retrouvé marchand de cycles quelques années avant la guerre de 39-45, profession qu'il a poursuivie, tant bien que mal, pendant les cinq années d'occupation. En raison des difficultés d'approvisionnement en cycles et accessoires, les réparations allaient bon train, notamment celles qui concernaient les pneus et les chambres à air. Le procédé dit de vulcanisation permettait de colmater les brèches opérées à même le pneu en plaçant, à chaud, un emplâtre à l'intérieur du pneu; quant aux multiples rustines collées sur la chambre à air, elles faisaient irrésistiblement penser aux plastrons couverts de médailles des maréchaux de l'armée soviétique. En ces temps de disette, mon père avait porté à son comble l'art du bricolage.

En nos temps d'abondance relative, cet art du bricolage n'a pas disparu et se pratique avec vigueur à l'échelon national. J'en veux pour preuve l'ingéniosité que déploient nos gouvernants dans l'art de créer artificiellement des emplois et d'innombrables revenus. Je m'explique.

Depuis des millénaires, notre système économique est fondé sur l'échange. Échanges de produits les uns contre les autres, avec ou sans monnaie intermédiaire. Puis, avec la division du travail, échange d'un revenu contre un emploi: je t'offre un emploi pour effectuer un certain travail et, en échange, je t'accorde un revenu. Ce donnant-donnant a fonctionné quasi parfaitement tant que la production a nécessité le concours de millions d'ouvriers. Par contre, et surtout à partir des années 70, la mutation technologique a fait considérablement grossir le nombre des non-employés, ce qui a eu pour conséquence de perturber la distribution des revenus: pas d'emploi, donc pas de revenu. Passés les moments de panique et d'incertitude - *«au-delà de 500.000 chômeurs ce sera la révolution»*- nos gouvernants se sont vus dans l'obligation de réagir, par la parole d'abord, par les actes ensuite, à la fois dans les domaines de l'emploi et du revenu :

1. Action sur l'emploi:

en adoptant, dans un premier temps, la méthode du Docteur Coué: *«il faut revenir au plein emploi»*, méthode qui a connu, au fil des ans, de nombreuses variantes, celle-ci par exemple: *«nous sommes sur le point de retrouver une situation de plein emploi»*, ou encore celle-là, plus odieuse: *«si nous ramenons le nombre des chômeurs à 6 ou 7% des actifs, nous pourrons considérer que nous avons retrouvé le plein emploi»* (sic).

b) en essayant de forcer le destin : aidons les exclus, mais à la condition expresse qu'ils acceptent leur réinsertion dans le monde du travail (ex. RMI). L'échec de la formule n'est plus à démontrer.

c) en multipliant les stages de formation. Aussitôt se pose la question: quelles formations et pour quels emplois, dans la mesure où plus de deux millions d'anciens actifs, a priori mieux armés pour se réinsérer dans le monde du travail, ne parviennent plus à trouver un emploi.

d) en créant artificiellement des emplois. Ce sont, par exemple, les emplois-jeunes. Pendant cinq années, l'État assure l'essentiel du financement. Après ? Aux associations et organismes concernés de prendre le relais et de les intégrer dans leurs budgets. Dans de nombreux domaines, la manœuvre est loin d'être évidente.

e) en réduisant la durée du travail: malgré les efforts déployés en ce sens depuis un peu plus d'un demi-siècle (congés payés passant de une à cinq semaines, durée hebdomadaire du travail progressivement réduite: 48h, 45h, 40h, 39h et 35h) le résultat est toujours aussi négatif: plus de 2 millions de demandeurs d'emploi en France (beaucoup plus en Allemagne), des milliers de jeunes et de moins jeunes en contrats- ...

▪ ▪ ▪ formation qui ne débouchent sur rien, plus de 4 millions de personnes qui survivent sous le seuil de pauvreté et (ce qui s'annonce dramatique pour l'avenir) des milliers et des milliers de jeunes qui ont d'ores et déjà perdu toute chance de découvrir un jour ce que veut dire travailler. Un constat terrifiant: l'ANPE qui coûte à l'État près de 4 milliards d'euros par an (24 milliards de francs exactement) ne parvient à replacer pratiquement aucun chômeur[1].

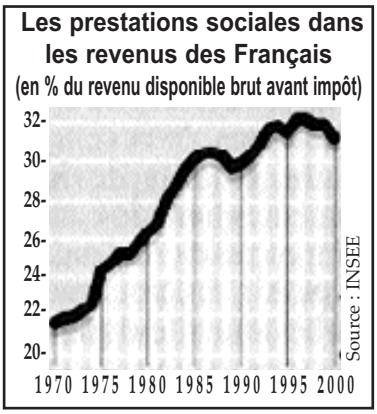
1. Source : Institut Français pour la Recherche sur les Administrations Publiques

2. ACTION SUR LE REVENU:

Elle est moins spectaculaire mais beaucoup plus impressionnante que l'action sur l'emploi. La distribution des revenus (et non l'échange d'un revenu contre un emploi) a pris ces dernières années une allure vertigineuse.
Pour plus de clarté, classons les en deux catégories :

— Les revenus connus de tous parce qu'ils possèdent déjà une certaine ancienneté ou une bonne dose de notoriété:

- les congés payés.
- les allocations familiales.
- les allocations chômage.
- les allocations maternité.
- les allocations de salaire unique.
- le RMI.
- les subventions à l'agriculture, à l'industrie, au commerce et à l'artisanat.
- les primes pour l'emploi.
- les contrats emploi-solidarité.
- et, pour une grande part, les emplois-jeunes, l'essentiel du revenu étant distribué par l'État.



— Beaucoup moins connues sont les mesures qui touchent principalement des catégories de personnes bien ciblées. Là encore, nous ne sommes pas assurés de les citer toutes et les financements proviennent aussi bien des collectivités territoriales que de l'État:

- aide sociale à l'enfance.
- accès au logement identifié.
- couverture mutuelle universelle.
- allocation adulte handicapé.
- allocation de retour à l'emploi.
- allocation spécifique de solidarité.
- allocation personnalisée d'autonomie.
- fonds d'aide à l'énergie, à l'eau, au téléphone.
- un tout nouveau émanant du Conseil Général du Nord. Je cite: *«Le Département a voté la création d'un Contrat d'accès à l'autonomie des jeunes. Ce dispositif entrera en vigueur à compter du 1er septembre 2002. Il permettra aux 18-25 ans, sans ressources, sans emploi et sans formation, de bénéficier d'une allocation mensuelle de 300 euros pour un jeune isolé, 120 pour un jeune hébergé dans sa famille ou gratuitement chez un tiers et de 450 pour un couple en situation précaire. Une enveloppe de 1.676.940 euros au budget 2002 a été consentie pour la mise en œuvre du C.A.A.»*
- et le plus inattendu: un salaire minimum annuel pour les coureurs cyclistes professionnels, à l'échelle mondiale, à partir de 2003 (15.000 euros pour les néo-professionnels et 18.000 pour les autres).

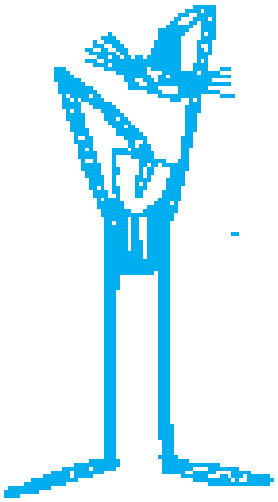
QUELLES CONCLUSIONS POUVONS-NOUS TIRER DE CE CONSTAT ?

Notre première réaction est de nous réjouir de l'attention portée à la détresse de millions de personnes privées d'emplois et de revenus.
Mais nous devons reconnaître que cela se fait dans l'urgence, avec plus ou moins de succès, et surtout sans autre perspective que de maintenir contre vents et marées la cohésion d'une société qui se délite de plus en plus, avec toutes les conséquences dramatiques que nous vivons.
Soulignons au passage la mise en place d'une énorme bureaucratie, chargée de capter une partie des revenus de la majorité de ceux qui participent au processus de production et de distribution pour les redistribuer aux multiples bénéficiaires des mesures que nous venons de citer. Les farouches partisans d'une économie néo-libérale pure et dure ne cessent de la dénoncer, mais sans cette redistribution des revenus la détresse de millions de personnes présenterait un danger certain pour la société et sans cette bureaucratie la courbe du chômage grimperait de façon vertigineuse.

Pendant combien de temps cette politique de la "rustine" va-t-elle encore faire illusion ? Tous ceux qui espèrent trouver les moyens de corriger les excès de l'économie néo-libérale ne devraient-ils pas étudier les grandes lignes du modèle distributif afin d'en tester la pertinence ? Nous pourrions alors unir nos énergies et réclamer, en priorité, la distribution d'un revenu minimum garanti à tous les citoyens, prélude à une distribution généralisée des revenus avec, en contrepartie, la nécessité pour la population active de faire alterner périodes de travail, périodes de formation au travail et aux loisirs, et périodes de disponibilité.
Or, cette perspective - et c'est là notre second sujet de satisfaction - nous la connaissons: c'est, à terme, ce que les partisans d'une économie distributive réclament à cor et à cri, à savoir la rupture du lien entre emploi et revenu. Cette rupture est fondamentale car, elle seule permet de distribuer des revenus à chacun – suppression de la misère - et de répartir l'emploi entre tous les actifs - suppression du chômage.
Plus les revenus seront distribués sans lien quelconque avec un emploi, plus nous nous rapprocherons de cette échéance.
À nous d'agir en conséquence.

Le gâchis

par Gérard-Henri Brissé



Décidément, cette campagne électorale s'est révélée bien surréaliste. On attendait, sans trop y croire, un leitmotiv, quelques idées directrices, porteuses d'un avenir à bâtir. Il nous a été infligé un catalogue multiple de toutes les revendications catégorielles, voire corporatistes, les promesses les plus insensées, une chimie politicienne très éloignées des attentes des citoyens.

"Les Français inquiets, les politiques déphasés", titrait Jérôme Jaffré, dans *Le Monde* du 20 décembre 2001. Les électeurs ont, une fois de plus, le sentiment d'avoir été floués.

L'Histoire retiendra sans doute, toute référence idéologique mise à part, la grande compétence, la rigueur intellectuelle, l'honnêteté foncière, l'éminente dignité d'un Lionel Jospin, la capacité de rassembleur d'un Jacques Chirac, plébiscité à plus de 80 % des voix, l'irrésistible montée d'un Front National que, peu de temps auparavant, on présentait comme moribond, miné par des luttes intestines; enfin, l'élan mobilisateur qui a animé tout un peuple contre les extrémismes, plus particulièrement une jeunesse en quête de repères.

L'Histoire notera aussi que près de 30 % d'électeurs se sont abstenus au premier tour, et près de 20 % au second. Ce phénomène, qui n'est pas spécifique à la France, mériterait plus qu'une simple mention. Il faudra bien un jour comptabiliser et expliciter les votes blancs et nuls et donner un sens à l'attitude abstentionniste. Ou rendre le vote citoyen obligatoire. Comme en Belgique.

L'Histoire montrera du doigt aussi le travers de ces campagnes à l'américaine, qui portent aux nues des héros dont la popularité peut passer, en deux semaines, de 18 à 82 % des voix comme dans un spectacle de "Loft Story" — mais se dégonfler tout aussi vite sur le thème du "qui t'a fait roi" de ce troisième tour que constituent les législatives — et les perspectives d'un quatrième tour "social". La coupe d'hydromel offert au vainqueur pourrait alors révéler son lot de fiel !

L'Histoire, enfin, mettra en valeur tout également la montée des extrêmes, de droite comme de gauche, et, mutatis mutandis, les distorsions d'une Constitution naguère taillée à la mesure d'un seul homme —le général De Gaulle— et en y apportant des modifications conformes aux besoins de notre époque :

• En faisant coïncider la date du deuxième tour des présidentielles avec l'organisation des législatives, permettant ainsi de dégager une majorité cohérente et d'éviter la cohabitation.

• En flanquant le Président de la République de deux vice-présidents, dont l'un ferait fonction de Premier ministre.

• En conviant les citoyens à voter pour une équipe gouvernementale, et non pour un seul homme; ils sauront ainsi très exactement par qui ils seront gouvernés, en fonction d'un idéal, d'un programme clairement et préalablement définis, et d'une équipe ayant pour mission de les appliquer: autrement dit, d'un contrat de législature.

• En invitant l'opposition (quelle qu'elle soit) à présenter un contre-gouvernement, indiquant ainsi les voies d'une politique et d'une équipe de rechange.

Ces stipulations préalables étant précisées et réunies, elles rendraient obsolète le saut d'obstacles épuisant et inutile des cinq cents signatures, lequel, l'expérience l'a montré, n'est pas un frein à la multiplicité des candidatures...

L'ARCHITECTE ET LES MAÇONS

Suffit-il pour autant d'accumuler les réformes "en veux-tu, en voilà", avec la meilleure volonté du monde, d'élaborer chaque année quelque 7.000 pages de projets de lois —dont la plupart, faute de décrets d'application, demeureront dans les cartons— pour hisser notre société à la hauteur des enjeux du XXIème siècle ? Un tas de briques ne constitue pas encore une maison. Il en est certes la matière première, indispensable, mais pour lui donner forme, il faut du ciment, un architecte et des maçons, élaborer un plan et le mettre en œuvre.

La gauche plurielle a fait irruption avec quelques grosses pelleteuses remplies de matériaux divers qu'elle a entassés deci delà, en fonction des chantiers disponibles. Mais de grand architecte —cohabitation oblige— il n'y eut vraiment point. Ni de suprême coordinateur des espérances de tout un peuple auquel doit le lier une incommensurable dimension affective — en évitant le risque, toujours présent, de tomber dans la démagogie ou le populisme.

Les résultats de ce scrutin reflètent en réalité une réelle inquiétude, liée tout à la fois au développement de la grande pauvreté, de la précarité et de l'insécurité, nationales et internationales et à l'absence de perspectives globalisantes et concrètes pour y faire face efficacement.

Les citoyens qui ont mis un bulletin dans l'urne ▪ ▪ ▪

en faveur du Front National sont, pour une large part, des transfuges du Parti communiste ou de formations de gauche. Ils ont voulu donner un avertissement aux cohabitationnistes. Jeu dangereux, en vérité...
Lionel Jospin s'étant retiré de la compétition, jugeant à tort, selon moi, que son bilan était un échec personnel, les autres candidats s'avancent, masqués, sur le devant de la scène politique, en jurant qu'ils ont "compris" le message du peuple. Du grand théâtre...
Qu'ont-ils compris, au juste ? Et se sont-ils appropriés les moyens de leur "compréhension" ? Je me surprends à en douter. Le réveil risque de s'avérer douloureux.
Les partisans d'une économie distributive savent hélas, par expérience, que leurs thèses risquent, encore longtemps, de demeurer enfouies au fond des tiroirs.
Pourtant, l'attribution à tous, sans exclusives a priori, d'un revenu social garanti sur la base de l'introduction d'une monnaie de consommation non thésaurisable et fondante, en échange d'une activité utile à la société sous la forme d'un pacte anthropolitique —ou contrat civique — apporte déjà une réponse concrète au besoin de sécurité quant aux revenus et aux perspectives de plein emploi, de considération des individus en tant que personnes.
Assortie de mesures de ré-urbanisation à l'échelle humaine, de la construction de trois millions de logements sociaux sur cinq ans, d'une politique d'anti-violence active, d'aide à la formation permanente, de réforme fiscale en profondeur, elle devrait constituer le premier acte constitutif de tout gouvernement issu des élections législatives.
Associée à un plan de sauvegarde de notre environnement naturel, que nous évoquerons ultérieurement, cette stratégie conditionne tout l'avenir de notre nation et de notre peuple. Il s'agit bien, en vérité, d'une stratégie de survie.
Ne nous faisons toutefois pas trop d'illusions : ce faisant, nos politiciens et autres responsables syndicaux redoutent de perdre leur clientèle, et donc leur raison d'exister.
Les équipes changent, les mêmes problèmes demeurent, sans grand espoir d'être résolus.
Faudra-t-il que survienne une révolution "chaude" pour permettre l'émergence de perspectives d'évolution à la hauteur des exigences de notre époque ?

Premier mai détourné

Le 1er mai, à part ce qu'en pense Le Pen, c'est la fête du travail où habituellement les revendications portent sur les salaires, la retraite, les minima sociaux, en somme tout ce qui intéresse les classes populaires. Or ce 1er mai, rien, tout cela a été occulté par un front interclassiste qui a parcouru le pays pour faire rempart au fascisme et défendre la démocratie.
S'abstenir au 2ème tour aurait suffi pour les électeurs de gauche, voir un bulletin blanc pour se compter. La droite classique aurait été ainsi tenue de montrer son vrai visage. Si le FN est un tel repoussoir pour elle, elle aurait dû y aller seule, et sans compromission face à l'extrême droite, ce qui l'aurait grandie, car la droite avait assez de voix pour contrer le FN; il n'aurait eu qu'un pourcentage de voix élevé, mais non représentatif sur le total des inscrits.
Qu'a-t-on aujourd'hui ? Un président élu, grâce à un gros renfort de gauche, non négligeable. Ce qu'il a déjà oublié, car dans ses discours apparaissent les législatives, et si dans la tête de certains des Montoire sont envisageables, il lui faut tout faire pour tenter de récupérer les voix des électeurs de droite qui se sont perdues à l'extrême, afin d'éviter des triangulaires. Par contre, rien pour donner un semblant d'espoir aux couches populaires, avec à Bercy un compagnon du Medef aux commandes!*
Les banlieues doivent être sécurisées, c'est en gros ce qu'a retenu le président réélu, on peut en conclure que tous ceux qui ont succombé à la mystification que représente la lutte antifasciste ainsi que la défense de la démocratie se sont fait avoir, car les problèmes eux sont bien réels : chômage, précarité, bas salaires, abandon du service public, autant de problèmes qui alimentent l'insécurité.

Jean Le Rigolleur..

* NDLR : Rappelons que c'est à Montoire qu'eut lieu l'entrevue entre Pétain et Hitler du 24 octobre 1940.

Et l'hymne national ? On a bien critiqué ceux qui l'ont sifflé dans un stade, mais ne faudrait-il pas aussi critiquer son utilisation à des fins commerciales, rendre le foot populaire parce qu'il rapporte gros, grâce, en particulier à la publicité pour consommer n'importe quoi ?
À propos de foot, rappelons à ceux qui défendent la revalorisation du salaire minimum que la prime des joueurs, s'ils gagnent la Coupe, a été augmentée de 30% par rapport à la dernière Coupe du monde…

Médecin, avant d'être Français

par Georges Federmann

Je considère que le médecin a une fonction privilégiée : celle de pouvoir être le dépositaire des états d'âme, de la subjectivité, de l'expression de la faillibilité de son prochain et de son lointain. C'est un privilège qui génère en ce qui me concerne beaucoup d'angoisse car en tant que médecin on est toujours partagé entre le sentiment d'incapacité devant la perpétuation de la souffrance de son patient et la tentation de toute puissance attachée à son intervention. On apprend, ou plutôt on essaie d'apprendre, à accepter malgré sa sincérité et son engagement, que l'autre puisse parfois continuer à souffrir, même si l'on fait son possible pour l'aider à trouver les moyens de l'apaisement. On accepte d'être une sorte de compagnon de route sur le chemin de la vie, de "l'être au monde". Ce faisant, je considère que nous avons une responsabilité civique et spirituelle. Compte tenu du fait d'avoir peut-être une plus grande sensibilité à différentes formes d'expression de la souffrance humaine, on peut essayer d'acquérir une plus grande capacité à discerner la différence que porte chaque individu en lui-même et d'accepter que cette différence psychologique et physique, loin de constituer un danger, est incontournable et que plutôt que de la mettre en marge, on peut essayer de s'en nourrir par la confrontation. Evidemment, aucun médecin ne fera taire la douleur que chaque homme porte en lui.

J'ai participé en 1996 à l'extraordinaire débat public que le mouvement des sans-papiers a suscité. J'ai signé l'appel à la désobéissance civique qui nous invitait à prendre avant tout en compte l'humain représenté à l'époque par ces milliers d'hommes et de femmes, d'origine étrangère, que l'évolution de la loi avait jetés dans l'illégalité et que la droite et l'extrême droite avaient laissés amalgamer à des délinquants, des hors-la-loi.

Dans l'intervalle, comme tout un chacun, j'ai été témoin des horreurs continuant à se dérouler, à nos portes, au Kosovo, de l'autre côté de la Méditerranée, en Algérie, après celles de l'ex-Yougoslavie, suscitant un intérêt spectaculairement médiatisé et étant ensuite aussi vite rejetées dans les oubliettes et l'indifférence de l'histoire et de la conscience (voir à ce sujet l'absence d'échos de la demande de moratoire des expulsions vers l'Algérie).

En juin 1997, avec le retour de la gauche dite "plurielle" aux affaires, j'ai, à nouveau, espéré que le courage politique l'emporterait sur le parti pris politicien à courte vue, et que les lois Pasqua-Debré seraient abrogées ainsi que l'ordonnance de 1945, comme le laissait entendre J-C. Herrgott, directeur de cabinet de Catherine Trautmann et comme celle-ci le soutenait avant de revenir au pouvoir (accueil de la caravane des sans-papiers au Parlement européen, septembre 1996).

J-C.Herrgott évoquait tout récemment dans la *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est* : *«Ce texte, fondateur de la législation et de la règlementation actuelle sur les étrangers, encourt trois séries de critiques qui, ensemble, justifieraient que soit posée la question de son abrogation et que soient envisagés pour le remplacer des principes mieux adaptés à la réalité actuelle de la présence étrangère en France… C'est pourquoi étranger-citoyen c'est non seulement possible mais nécessaire».*

Et dans la pratique quotidienne, j'ai certainement dû accueillir dans mon cabinet, accompagner, traiter des personnes d'origine étrangère venues me solliciter par le biais d'associations humanitaires ou rencontrées à "Printemps 95".

Je dois reconnaître que je ne me suis pas préoccupé de leur situation administrative. Avaient-ils des papiers ? Étaient-ils assurés sociaux ? Étaient-ils en mesure de régler le montant de mes honoraires ? Sollicité par un humain en souffrance, national ou non, blanc ou noir (allusion au 150ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage), j'ai automatiquement fait référence au serment d'Hippocrate, à la charte de Cracovie, ainsi qu'aux engagements de l'association médicale mondiale.

Ce faisant, je risque les sanctions prévues par l'article 21 du texte dit "Ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France" : *«Toute personne qui, par aide directe ou indirecte aura facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 200.000 F.»*

La "France d'en bas", pour laquelle le nouveau Premier Ministre affirme vouloir faire preuve de sollicitude, commencerait-elle à s'exprimer ?
Il semblerait que oui, mais que cette expression n'aille pas dans le sens de la politique imposée par Jacques Chirac à son gouvernement, ce dont témoigne un journal mensuel dont le numéro de mars a attiré l'attention d'un de nos abonnés de Valence.
Ce journal de quatre grandes pages, diffusé à 7.000 exemplaires et intitulé "Vu d'en haut", se dit réalisé par les habitants de Fontbarlettes, un grand quartier de Valence que notre correspondant qualifie de "sensible". Il aborde en sa "Une" le problème de l'emploi, de la façon suivante :

Formation et déformation du travail

…Durant ces temps électoraux, nous allons beaucoup entendre parler d'emploi, de perspective d'emploi, de plein emploi et de promesses d'emplois. Y a-t-il du nouveau derrière ces mots (maux) si vieux?
On aurait voulu voir la hargne déclenchée contre l'insécurité par toutes les tendances de l'échiquier politique pendant cette campagne, appliquée aussi dans la lutte contre le chômage et la précarité. S'il y a des milliers de personnes qui souffrent chaque jour de l'insécurité, il y en a des millions qui souffrent du chômage. Mais voilà, l'emploi ne se contente pas de discours de proximité, de renforcements d'effectifs et de hausses de budgets. On peut prendre des mesures spectaculaires contre l'insécurité et s'imaginer que la France est à feu et à sang, pour apporter des solutions déjà prêtes. Pour l'emploi, on ne peut pas faire grand chose, c'est globalement le même message relayé à droite et à gauche.
Des générations entières ont eu à une époque, comme valeur le travail qui générait, reconnaissance, rémunérations, actions collectives, révolte mais aussi promotion et épanouissement. Aujourd'hui le travail est devenu rare. Face à l'inadéquation des ressources et des besoins d'un marché de l'emploi en pleine mutation, le manque de formation est désigné comme facteur premier des difficultés. Et c'est là qu'il faut se battre; dans quelle mesure les personnes les plus en difficulté peuvent-elle participer à l'insertion professionnelle? Comment la formation permanente peut elle répondre aux besoins des travailleurs précaires et remédier à l'incertitude que rencontre cette catégorie dans ses efforts d'insertion pour les demandeurs d'emploi les plus en difficulté, l'ensemble du service formation est conçu, et ne doit offrir que des services rapides et des contrats rapides. Ces formations sont la négation même d'une liberté de choix et d'un droit à la formation toute sa vie.
Vous avez dit emploi? Oui car au-delà de l'emploi et de l'insertion, c'est de la considération dont il s'agit…

Z.G., Vu d'en haut, N°46, mars 2002.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

G. Houdart 9- R. Labesse 38,53 – R. Perrin 8,53 – J.P. Salge 18,53 – J. Celestin 8,53 – Mme Fleckinger 3,53 – G. Beaux 28,53 – J. Bigot 11,36 – J. Roy 8,53 – F. L'Hote 3,53 – Mme Bernon 9 – E. Rous 16,73 – R. Josse 78,53.

Total 242,86 **euros** *Merci à tous !*

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est clairement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne, à droite. Pour ne pas les bousculer… et pour nous éviter l'envoi d'une lettre de rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs fois après cette échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour nous régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.

Dans mes conversations une interrogation ressort : «Voulons-nous des rapports différents entre citoyens ? Nous considérons-nous responsables et égaux ?» —Ce n'est pas sûr. La mentalité ambiante, c'est d'avoir un revenu supérieur à l'autre, catégoriel. La compétition, la force, l'élimination du faible va de soi, quitte à lui octroyer une survie. Peu de gens considèrent que leurs capacités peuvent entrer dans une économie commune, à moins que ce soit parcellaire, dans le bénévolat. Ce qui fait ressortir l'actualité de la parole de Victor Hugo "Vous voulez les pauvres secourus, moi, je veux la misère supprimée." Bien sûr, il y a, heureusement, bien des faits de vie qui vont dans le sens de l'humanité, ne serait-ce que dans certaines unités d'enseignement où les plus forts aident les plus faibles pour que tous réussissent...

R.V., Villeurbanne.

***

Ah ce que j'aimerais que J.B. de Paris ait raison et que le conflit se résume à une jalousie entre «fainéant-bon à rien» et «talentueux-travailleur», malheureusement, malgré tous les best-sellers sur les hommes qui se sont faits eux-mêmes je n'ai encore jamais vu un exemple de quelqu'un qui se soit enrichi par «son travail», même "commerce", si talentueux soit-il... Je vois que les "entrepreneurs" seraient vraiment travailleurs : le patron de LVMH dirige 42 entreprises, Henri Giscard d'Estaing 11 (voir Le Diplo de mars), mais je ne sais pas comment ils trouvent le temps de faire sérieusement leur "travail" s'ils ne se bornent pas à encaisser les dividendes... moi, avec une famille et une seule petite entreprise, j'étais déjà bien occupé.

M.D., Ranrupt.

***

Dans les discours électoraux actuels apparaît la notion de développement durable, un slogan utilisé tant à droite qu'à gauche, extrême comprise, mais est-ce réalisable ?

Une étude de l'Institut Français du Pétrole indique que la planète a encore 1.050 milliards de barils en réserve prouvée. En 2001, 26 milliards ont été consommés, il en resterait donc pour une quarantaine d'années. Encore faudrait-il que, sur cette période, la consommation reste celle de 2001, ce qui ne sera pas le cas, car si aujourd'hui 20 % de la population mondiale en accapare les 3/4, il n'en sera pas de même si les pays considérés à l'heure actuelle comme sous-développés ont la possibilité d'augmenter leur consommation. Ainsi en Chine, avec son milliard d'habitants, si un quart de la population atteint notre niveau de consommation, il en faudra du pétrole et pas seulement du pétrole ! Et c'est de là que viendront les conflits, car accepterat-on de gaieté de cœur de nous restreindre pour que d'autres pays, que l'on a toujours considérés comme en retard, nous rattrapent ? Les Etats-Unis n'ont de cesse de rappeler qu'il ne faut pas toucher à leurs intérêts vitaux, dont le pétrole est un élément important ; il en est de même dans le conflit israëlo-palestinien, où l'attitude d'Israël est motivée par la volonté de ne pas partager les ressources de la région, notamment l'eau.

Le développement durable est un pur produit démagogique pour ne pas dire une escroquerie intellectuelle, car il suppose de considérer notre niveau de vie comme infini, alors que s'il était appliqué à la planète entière, il en faudrait 3 ou 4 fois plus. Aucun politique n'aura une attitude suicidaire en prenant le risque de faire campagne pour une réduction drastique de notre consommation tous azimuts. Le développement durable suppose des réformes du système, mais sans le remettre en cause ; or qui le fait avancer, si ce n'est le profit et l'accumulation sans fin ? Ceux qui s'engagent pour un développement durable se trompent de cible.

Bien que l'avenir soit moins sombre, il faut faire prendre conscience que l'on va droit dans le mur, mais est-il encore temps de l'éviter, le doute est permis. Alors pourquoi ne pas rêver à une société dans laquelle la production serait maîtrisée afin de satisfaire les besoins élémentaires de toute la population ? La liberté ne serait-elle pas d'être débarrassé de la servitude, de la misère et d'autres fléaux sociaux ?

J. Le R, Hombourg.

***

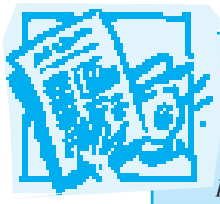
Les thèses formulées par les partisans de l'économie distributive sont les seules qui peuvent nous sortir du marasme actuel. J'en suis intimement persuadé. Mais combien de temps encore faudra-t-il souffrir et à quel prix ?

G.B., Vitry le François.

***

Je félicite Marie-Louise Duboin pour ses mises au point publiées en janvier dernier ainsi que son point de vue critique sur l'orientation que semble prendre Attac. Nous devons déplorer cette situation. Mais si la direction d'Attac semble prendre de plus en plus une orientation capitaliste-humaniste, tel n'est sans doute pas le cas du gros des troupes de l'association. Heureusement.

Y.P., Ile Maurice.



L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place… mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement.
Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services mis en vente.
Ce *"revenu social"* est versé en *"monnaie de consommation"* et permet au consommateur de choisir ses achats.
Cette réforme fiscale rend tout impôt inutile .

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine.
Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extention et ses perfectionnements) revêt la forme d'un *"service social"* accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car

pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
  ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**
  Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
  (prix 9,90 € franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**
  Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour expliquer à l'aide d'exemples les mécanismes de l'économie proposée et pour montrer ce qu'elle apporte à la société.
  (16,70 € franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**
  Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
  (3,80 € franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
  (3,80 € franco).

• quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).

on peut les commander au journal, BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

TARIF DES ABONNEMENTS POUR UN AN (11 numéros) :

France (régime intérieur pour la Poste)	21,47 €
ou abonnement de soutien (deux exemplaires)	38,20 €
DOM	23,45 €
TOM	26,20 €
Extérieur, suivant les zones de la Poste :	
Zone 1 (Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Luxbg)	25,27 €
Zone 2 (Espagne, Grande-Bretagne, Suisse)	24,92 €
Zone 3 (Canada, États-Unis)	27,12 €
Zone 5 (Amérique du Sud)	28,97 €

RÈGLEMENTS
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP :
N° 13 402 39 M Paris
ou par mandat international :
IBAN = **FR 46 30041 00001 13 402 39 M 020 88**
ou par mandat ou chèque bancaire adressé :
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex.

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE.
Impression : ARTIS Diffusion : NMPP
Commission paritaire N°57434 - ISSN : 0398-2076

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/